

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 5 avril 2021

Congés, télétravail, chômage partiel, toujours à nous de payer ?

Le troisième confinement annoncé par Macron la semaine passée consiste à fermer crèches, écoles, collèges et lycées et à bouleverser le calendrier scolaire en avançant les vacances pour imposer une seule et même zone pour tous. Voilà un nouveau casse-tête, voire une catastrophe, pour tous les parents qui travaillent. Les gosses à la maison, ça veut dire qu'il faut trouver à les garder ou les faire garder. Télétravailler avec eux dans les jambes ? Leur assurer « l'école à la maison » ? Et comme toujours, les inégalités sociales se creusent : les enfants de milieu populaire, ceux dont les parents sont déjà « en première ligne », qui vivent dans des appartements exigus, qui n'ont pas les équipements numériques adaptés à un enseignement à distance, vont le payer au prix fort.

Toujours au bon gré patronal ?

Avec ce nouveau calendrier scolaire, le télétravail est censé devenir la règle... mais au bon vouloir des patrons. Ici les salariés devront continuer à s'exposer en venant au boulot, là il sera exigé qu'ils travaillent à domicile. Les congés aussi devraient être au bon vouloir patronal : annulés par la force des choses ou imposés ici, volés là... Et le chômage partiel idem : avec les amputations de paie à la clé. Et le patron s'invite même à la maison puisque, avec le télétravail, la salle à manger ou la cuisine vont devenir une annexe de l'entreprise !

La direction de Renault (et elle n'est pas la seule) s'autorise à donner des bons conseils aux salariés dans une note : « afficher un emploi du temps sur le frigo familial », « planifier des activités, manuelles par exemple, durant lesquelles les enfants seront autonomes et vous, vous pourrez travailler en toute sérénité ». Tenir une demi-heure sans avoir à gérer un bobo ou une dispute, sans blague ? D'autres idées patronales fusent encore : « Pas de cantine pendant le confinement ? Profitez-en pour répartir les tâches et responsabiliser davantage les enfants en leur en affectant certaines. » Tiens donc !

On n'ignore pas la catastrophe sanitaire

Bien sûr, les presque 100 000 morts du Covid, le rythme actuel de 300 morts par jour, la saturation des hôpitaux et tout particulièrement des services de réanimation, imposent des mesures d'urgence. Mais pas ces demi-mesures qu'on nous impose depuis maintenant plus d'un an, au détriment des salaires, des conditions de travail et de vie, et toujours au

bénéfice des patrons, tout particulièrement des plus grands qui s'autorisent à licencier en masse.

Du côté de Macron, ce ne sont que des annonces mensongères. Promesse de rouvrir les lieux publics à partir de la mi-mai, promesse de vacciner, promesse de monter de 7 000 à 10 000 lits de réanimation alors que dans de grands hôpitaux comme Beaujon-Bichat à Paris, c'est la suppression de 400 lits qui est programmée. À mesure que la pandémie progresse, elle tue autour de chacun et chacune d'entre nous. Dans une lettre ouverte à Macron et son ministre de l'Éducation, Blanquer, les enseignants du lycée Eugène Delacroix de Drancy (93) alertent sur le décès de vingt parents d'élèves depuis un an. L'hécatombe est, en France comme ailleurs, plus importante parmi les pauvres que parmi les riches. Et dans les hôpitaux, le retour du « tri » des patients est une réalité à peine masquée.

À trop ronger notre frein, ça va partir en roue libre !

Et l'hécatombe augmente, parce qu'on continue à s'entasser au boulot et dans des transports bondés pour s'y rendre ; parce que les écoles sont restées ouvertes sans que soient réquisitionnés le personnel et les locaux nécessaires pour qu'elles fonctionnent en groupes réduits qui interdisent la circulation du virus. Parce que la priorité a été mise à la sauvegarde des profits contre nos vies, la charge de l'épidémie ayant pesé de façon inversement proportionnelle à la place occupée dans la société : plus on est pauvre, précaire, vulnérable, et plus on trinque. Ça ne durera pas éternellement. La colère monte.

Hello Kitting !

La semaine dernière, au Montage, les salariés de la 22 et 12 du Kitting MV2 ont débrayé plusieurs heures car la direction veut remplacer tous les salariés PSA par des intérimaires Trigo payés autour de 400 € en moins. Elle prétend que c'est temporaire.

Le temporaire qui dure, à PSA Poissy il n'y a que ça ! En réalité, elle veut dégager les salariés PSA (souvent âgés ou en restriction médicale) pour les envoyer faire les bouche-trous sur des postes durs, tous les Kitting sont menacés de passer à la sous-traitance.

Les salariés grévistes ont eu raison de se mobiliser et d'aller en voir d'autres pour discuter de cette attaque, ils ont été très bien accueillis !

Des renforts indispensables

Au Montage, dans des secteurs, des intérimaires sont arrivés pour être formés avant leur passage en équipe week-end en mai. Cela nous soulage ponctuellement, on voit la différence tout de suite, ça devrait être comme ça tout le temps. Il faut des renforts permanents, pas quelques semaines !

Trop de coupeur de tête, pas assez d'ouvriers

La direction annonce vouloir supprimer au moins 15 postes au Montage dans chaque équipe, tous les secteurs sont concernés. Elle prétend que les charges des postes sont faibles à Poissy par rapport à d'autres sites, il y aurait trop de postes « légers »... Les grands chefs dans les bureaux décident de surcharger les postes et donc de détruire l'emploi des autres : s'ils pensent qu'il faut couper des têtes, qu'ils donnent l'exemple et commencent par eux-mêmes.

Elle en rate pas une...

Le gouvernement impose la fermeture des écoles cette semaine : aux parents de se débrouiller avec leurs enfants. Avec une perte de salaire pour les garder cette semaine, les travailleurs pourront ne pas venir à l'usine. Les 2 semaines suivantes : mystère.

Cynique, la direction a bien précisé que les absences seraient autorisées du mardi 6 au vendredi 9 avril (jours de fermeture des écoles), et qu'il était donc impératif de venir travailler le samedi 10... Elle croit peut-être qu'on n'a pas d'enfant le samedi et que l'usine risque de nous manquer ?

Certains covidés parce que d'autres sont bovidés

Pour mars la direction reconnaît 62 cas de Covid parmi les CDI de PSA, c'est énorme, et encore elle ne parle pas des intérimaires et des sous-traitants. Travailler à l'usine est risqué, il y a des foyers de contaminations sur les lignes, la direction le sait, c'est pourquoi elle refuse que des tests au volontariat soient pratiqués à l'infirmerie, ça risquerait de révéler l'ampleur des contaminations.

Ces grands chefs, quelle bande de bœufs !

La sortie week-end autorisée au cluster de Poissy

3 samedis sont travaillés en obligatoire en mai et 2 à 3 dimanche aussi. Alors que le ministère de la santé conseille le télétravail et ferme les écoles pour diminuer les risques, la direction de PSA, elle, augmente le temps de présence à l'usine : la semaine de 5 jours ne suffit pas, il lui en faut un 6^e pour augmenter la probabilité d'attraper le Covid.

Publicité trompeuse

La direction cherche du monde pour constituer une équipe week-end de nuit (VSD-SDL) en mai, elle promet 500 € en plus. Attention aux promesses de la direction : déjà elle parle en salaire brut, ensuite ses calculs sont très étranges et très généraux, des responsables refusent de faire des simulations individuelles... Ça commence mal !

Organisons la mutinerie

On pourrait se dire que l'équipe de week-end en mai permettra d'éviter le travail le samedi, et bien non ! La direction a prévu une plage horaire le matin pour faire travailler les équipes 12 et 22. Et une partie du personnel qui ira en week-end, ça fera des collègues en moins pour tenir les postes en semaine...

La direction veut produire 7/7 jours avec un minimum de personnel, charger la barque tant qu'elle peut, de toute façon c'est pas elle qui rame.

Tous ensemble contre les suppressions de postes !

À Renault, le débrayage du 30 mars a été un succès : 830 salariés des sites d'ingénierie (Lardy, Guyancourt, Aubevoye, Villiers) mobilisés contre le projet d'externalisation forcée des salariés de la maintenance. À Renault Lardy, une cinquantaine sont restés en grève toute la journée, convaincus qu'il faut accentuer la pression sur les patrons, et résolus à préparer la suite des opérations.

Ils donnent rendez-vous à Boulogne ce jeudi 8 avril avec les salariés des autres sites d'ingénierie et des usines, de Renault et d'ailleurs. De quoi nous donner des idées, à nous salariés de PSA, dont les emplois sont également menacés !

8 000 respirateurs « fabriqués pour rien »

PSA, ses béni-oui-oui et même le Maire de Poissy reprochait à la CGT de le dire : c'est maintenant le journal patronal *Challenges* qui le reconnaît. On nous disait qu'un consortium de « champions nationaux », dont PSA, allait produire 10 000 respirateurs « à prix coûtant » (3 000 € pièce quand même). Seulement voilà, seuls 1 500 étaient utilisables contre le Covid. Les autres étaient utilisables dans une ambulance.

Ces respirateurs « dorment aujourd'hui dans les placards des hôpitaux » dit l'article. Les industriels se sont fait de la pub en empochant 30 millions grâce au gouvernement. De l'argent public qui aurait dû servir à faire des respirateurs... utiles aux hôpitaux.